

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1981.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

R. DE WULF

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 81 — 1229

22 JUILLET 1981. — Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours contre des décisions prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 69 et 70;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par l'arrêté royal du 12 janvier 1977;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :
1° la loi : la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° le règlement général de procédure : l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

3° jours ouvrables : tous les jours de calendrier à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que des jours où le greffe du Conseil d'Etat est fermé.

Art. 2. L'étranger qui forme un recours en annulation d'un acte prévu par la loi ou une demande de sursis à exécution d'un arrêté de renvoi ou d'expulsion, doit élire domicile en Belgique.

Toute notification lui est valablement faite par le greffier en chef au domicile élu.

Art. 3. Il est statué sur les demandes de sursis à exécution conformément au chapitre II du présent arrêté.

Il est statué sur les recours en annulation conformément au règlement général de procédure, sauf les dérogations prévues par le présent arrêté.

Art. 4. La requête ou la demande mentionne la langue choisie par l'étranger pour toute audition orale.

Si cette langue est autre que le français, le néerlandais ou l'allemand, le greffier en chef convoque un interprète lorsque le demandeur doit comparaître en personne ou lorsque la chambre décide de l'entendre, d'office ou à sa demande.

L'interprète prête le serment prescrit par l'article 37 de la loi.

Les frais d'interprète sont à charge de l'Etat. Ils sont fixés conformément aux articles 73 à 75 du règlement général de procédure.

Art. 2. Dit besluit werkt terug tot 1 juli 1981.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

R. DE WULF

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 81 — 1229

22 JULI 1981. — Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 69 en 70;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Raad van State, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 januari 1977;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :
1° de wet : de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° de algemene procedure-regeling : het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State;

3° werkdagen : alle kalenderdagen met uitzondering van de zaterdagen, de zondagen en de feestdagen en de dagen waarop de griffie van de Raad van State gesloten is.

Art. 2. De vreemdeling die een beroep tot nietigverklaring van een bij de wet voorziene akte of een verzoekschrift tot opschorting van de tenuitvoerlegging van een terugwijzings- of uitzettingsbesluit indient, moet in België woonplaats kiezen.

Elke betekening wordt hem door de hoofdgriffier geldig gedaan aan de gekozen woonplaats.

Art. 3. Er wordt uitspraak gedaan over de vorderingen tot opschorting van tenuitvoerlegging overeenkomstig hoofdstuk II van dit besluit.

Er wordt uitspraak gedaan over de beroepen tot nietigverklaring overeenkomstig de algemene procedure-regeling, behoudens de in dit besluit voorziene uitzonderingen.

Art. 4. Het verzoekschrift of het verzoek bevat de vermelding van de taal welke de vreemdeling voor elk mondeling verhoor kiest.

Indien deze taal een andere is dan het Nederlands, het Frans, of het Duits, roept de hoofdgriffier een tolk op wanneer de eiser in persoon moet verschijnen of wanneer de kamer beslist hem ambtshalve of op zijn verzoek te horen.

De tolk legt de bij artikel 37 van de wet voorgeschreven eed af. De kosten van het optreden van de tolk zijn ten laste van de Staat. Zij worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 73 tot 75 van de algemene procedure-regeling.

CHAPITRE II. — Du sursis à exécution

Section 1. — De la présentation de la demande

Art. 5. La demande de sursis à exécution d'un arrêté de renvoi ou d'expulsion est formée dans la requête en annulation ou par un acte distinct joint à la requête ou introduite en cours d'instance.

Le requérant notifie une copie de la demande de sursis à exécution au Ministre de la Justice par lettre recommandée à la poste. L'exécution de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion est suspendue pendant toute la durée de la procédure.

L'article 1er du règlement général de procédure est applicable à la demande de sursis.

Art. 6. La demande est datée et contient :

1° le nom du demandeur et le domicile élu par celui-ci;

2° mention de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion qui fait l'objet du recours en annulation;

3° un exposé des faits de nature à établir que l'exécution immédiate de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion risque de causer au demandeur un préjudice grave difficilement réparable.

Elle est accompagnée, le cas échéant, d'une copie de la demande de révision introduite auprès du Ministre de la Justice ou de la décision par laquelle ce ministre statue sur la demande de révision.

Section 2. — De l'instruction

Art. 7. Le président de la chambre saisie du recours en annulation de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion transmet sans délai copie de la demande de sursis à exécution à l'auditeur général et au Ministre de la Justice.

Il fixe la date de l'audience à laquelle cette demande sera examinée.

L'ordonnance est notifiée sans délai par le greffier en chef :

1° à l'auditeur général et au requérant;

2° au Ministre de la Justice avec copie du recours en annulation si la notification n'en a pas encore été faite.

Les notifications au Ministre de la Justice peuvent se faire par porteur, contre accusé de réception.

Art. 8. Le Ministre de la Justice communique sans délai le dossier de l'affaire au greffier en chef. Cette communication peut se faire par porteur, contre accusé de réception.

Le Ministre peut joindre au dossier une note d'observations sur l'exposé fait par le demandeur en vertu de l'article 6, 3°. Cette note doit parvenir au Conseil d'Etat, en quatre exemplaires, cinq jours ouvrables au plus tard avant la date de l'audience.

Le requérant et son avocat peuvent consulter le dossier au greffe du Conseil d'Etat pendant les quatre jours ouvrables qui précèdent celui de l'audience.

Section 3. — De l'audience

Art. 9. Les articles 26 et 27 du règlement général de procédure sont applicables à l'audience.

Le demandeur en personne et l'administrateur de la Sûreté publique ou son délégué doivent être présents.

Un conseiller fait rapport sur l'affaire.

Le membre de l'auditorat pose les questions nécessaires au prononcé de son avis.

Les parties et leurs avocats présentent leurs observations orales.

A la fin des débats, le membre de l'auditorat donne son avis.

Le président de la chambre prononce ensuite la clôture des débats et met la cause en délibéré.

Section 4. — De l'arrêt

Art. 10. L'arrêt est prononcé et notifié aux parties sans délai. La notification au Ministre de la Justice peut se faire par porteur, contre accusé de réception.

Les articles 33 à 37 du règlement général de procédure sont applicables à l'arrêt.

Art. 11. L'arrêt n'est susceptible d'aucun recours.

HOOFDSTUK III. — Opschorting van tenuitvoerlegging

Afdeling 1. — Het instellen van de vordering

Art. 5. De vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging van een terugwijzings- of uitzettingsbesluit wordt ingesteld in het verzoekschrift tot nietigverklaring of in een bij het verzoekschrift te voegen afzonderlijke akte of in de loop van het geding.

De verzoeker geeft bij een ter post aangetekende brief de Minister van Justitie in afschrift kennis van de vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging. De tenuitvoerlegging van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit wordt opgeschort voor de gehele duur van de rechtspleging.

Artikel 1 van de algemene procedure-regeling is van toepassing op de vordering tot opschorting.

Art. 6. Het verzoekschrift wordt gedagtekend en bevat :

1° de naam van de verzoeker en de door hem gekozen woonplaats;

2° de vermelding van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit dat het voorwerp van het beroep tot nietigverklaring uitmaakt;

3° een uiteenzetting van de feiten die van aard zijn aan te tonen dat de dadelijke tenuitvoerlegging van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit aan de verzoeker een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Desgevallend wordt een afschrift bijgevoegd van het verzoek tot herziening dat bij de Minister van Justitie werd ingediend of van de beslissing waarbij deze Minister over het verzoek tot herziening uitspraak doet.

Afdeling 2. — Het onderzoek

Art. 7. De voorzitter van de kamer bij dewelke het beroep tot nietigverklaring van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit ahangig is, maakt zonder verwijl een copie van het verzoekschrift tot opschorting van tenuitvoerlegging aan de auditeur-generaal en aan de Minister van Justitie over.

Hij stelt de datum vast van de zitting waarop de vordering onderzocht zal worden.

De hoofdgriffier geeft onverwijld kennis van het bevelschrift :

1° aan de auditeur-generaal en aan verzoeker;

2° aan de Minister van Justitie, met een afschrift van het beroep tot nietigverklaring, indien daarvan nog geen kennis is gegeven.

De kennisgevingen aan de Minister van Justitie kunnen per bode geschieden, tegen ontvangstbewijs.

Art. 8. De Minister van Justitie deelt zonder verwijl het dossier van de zaak aan de hoofdgriffier mede. Deze mededeling kan per bode geschieden, tegen ontvangstbewijs.

De Minister kan bij het dossier een nota voegen met opmerkingen nopens de uiteenzetting die de verzoeker op grond van art. 6, 3° heeft gegeven. Deze nota dient bij de Raad van State toe te komen, in vier exemplaren, ten laatste vijf werkdagen voor de dag van de terechtzitting.

De verzoeker en zijn advocaat kunnen het dossier ter griffie van de Raad van State raadplegen gedurende de vier werkdagen die aan de terechtzitting voorafgaan.

Afdeling 3. — De terechtzitting

Art. 9. De artikelen 26 en 27 van de algemene procedure-regeling zijn van toepassing op de terechtzitting.

De eiser in persoon en de Administrateur van de Openbare Veiligheid of zijn gemachtigde moeten aanwezig zijn.

Een raadsheer brengt verslag uit over de zaak.

Het lid van het auditoraat stelt de vragen die nodig zijn voor zijn advies.

De partijen en hun advocaten brengen hun mondelinge opmerkingen naar voren.

Aan het einde van de debatten, geeft het lid van het auditoraat zijn advies.

De voorzitter van de kamer verklaart daarna de debatten voor gesloten en houdt de zaak in beraad.

Afdeling 4. — Het arrest

Art. 10. Het arrest wordt zonder verwijl uitgesproken en aan de partijen betekend. De betekening aan de Minister van Justitie kan per bode geschieden, tegen ontvangstbewijs.

De artikelen 33 tot 37 van de algemene procedure-regeling zijn van toepassing op het arrest.

Art. 11. Tegen het arrest staat geen enkel rechtsmiddel open.

Section 5. — Des incidents

Art. 12. Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, il est procédé à l'audience conformément à l'article 51, alinéas 1er à 4, du règlement général de procédure.

Si la chambre estime que la pièce est essentielle pour la décision sur la demande de sursis à statuer, elle décide provisoirement si la pièce doit être retenue.

Art. 13. Les articles 59 et 62 à 65 du règlement général de procédure sont applicables.

Section 6. — Dispositions générales

Art. 14. Sous réserve de l'application des articles 7, alinéa 4 et 8, alinéa 1er du présent arrêté, les articles 84 à 86, 88, 90 à 92 du règlement général de procédure sont applicables.

CHAPITRE III. — Reprise du cours de la procédure

Art. 15. La suspension de la procédure par une demande de révision introduite auprès du Ministre de la Justice prend fin le jour où le Ministre statue sur cette demande.

Le délai prescrit par l'article 6 du règlement général de procédure prend cours le même jour.

Art. 16. La suspension de la procédure par une demande de sursis à exécution vaut interruption des délais en cours. Elle prend fin le jour de la notification aux parties de l'arrêt qui statue sur cette demande.

CHAPITRE IV

Règles particulières de délais et de procédure en cas d'octroi du sursis à exécution

Art. 17. En cas d'octroi du sursis à exécution de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion, aucune prorogation de délai n'est accordée au requérant.

Art. 18. Quiconque a reçu de l'auditeur général la communication prévue par l'article 52, alinéa 3, du règlement général de procédure ne peut former de demande en intervention que dans les quinze jours de la réception de cette communication.

Art. 19. Le rapport sur l'affaire est transmis à la chambre dans le mois du jour où le membre de l'Auditorat rapporteur est en possession du mémoire en réplique et du dossier complet de l'affaire.

Art. 20. L'ordonnance décidant le dépôt du dossier et du rapport sur l'affaire au greffe ou prescrivant un complément d'instruction, est rendue dans les quinze jours de la transmission du rapport sur l'affaire à la chambre.

Art. 21. L'ordonnance prescrivant le dépôt du dossier et du ou des rapports au greffe contient fixation de l'affaire dans la quinzaine.

Art. 22. L'arrêt est prononcé et notifié aux parties sans délai.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 23. L'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par l'arrêté royal du 12 janvier 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. Dans les matières prévues par l'article 10 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, par les articles 76 et 76 bis de la loi électorale communale, par l'article 23 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et par les articles 69 et 70 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la procédure est réglée par les dispositions particulières qui les concernent ».

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Afdeling 5. — De tussengeschieden

Art. 12. Zo een partij een overlegd stuk van valsheid beticht, wordt op de terechtzitting gehandeld overeenkomstig artikel 51, leden 1 tot 4, van de algemene procedure-regeling.

Zo de kamer oordeelt dat het stuk van wezenlijk belang is voor de beslissing over de vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging waarover uitspraak moet gedaan worden, beslist zij voorlopig of het stuk moet achtergehouden worden.

Art. 13. De artikelen 59 en 62 tot 65 van de algemene procedure-regeling zijn van toepassing.

Afdeling 6. — Algemene bepalingen

Art. 14. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 7, lid 4, en 8, lid 1, van dit besluit, zijn de artikelen 84 tot 86, 88 en 90 tot 92 van de algemene procedure-regeling van toepassing.

HOOFDSTUK III

De hervatting van het verloop van de rechtspleging

Art. 15. De schorsing van de rechtspleging door een verzoek tot herziening ingediend bij de Minister van Justitie neemt een einde op de dag waarop de Minister over dit verzoek uitspraak doet.

De termijn voorgeschreven bij artikel 6 van de algemene procedure-regeling gaat in op dezelfde dag.

Art. 16. De schorsing van de rechtspleging door een vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging geldt als onderbreking van de lopende termijnen. Zij neemt een einde op de dag waarop het arrest dat over de vordering uitspraak doet, aan de partijen betekend wordt.

HOOFDSTUK IV

Bijzondere regelen van termijn en van rechtspleging in geval van toekenning van opschorting van tenuitvoerlegging

Art. 17. In geval van toekenning van opschorting van de tenuitvoerlegging van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit, wordt aan de verzoeker geen enkele verlenging van termijn toegestaan.

Art. 18. Ieder die van de auditor-generaal de mededeling als bedoeld in artikel 52, lid 3, van de algemene procedure-regeling gekregen heeft, kan slechts binnen vijftien dagen van ontvangst van deze mededeling een eis tot tussenkomst instellen.

Art. 19. Het verslag over de zaak wordt aan de kamer overgemaakt binnen de maand volgend op de dag waarop het lid van het auditoraat verslaggever in het bezit is van de memoire van wederantwoord en van het volledig dossier van de zaak.

Art. 20. Het bevelschrift dat de neerlegging ter griffie van het dossier en van het verslag gelast of dat een aanvullend onderzoek voorschrijft, wordt verleend binnen vijftien dagen nadat het verslag over de zaak aan de kamer is overgezonden.

Art. 21. Het bevelschrift dat de neerlegging ter griffie van het dossier en van het verslag of van de verslagen gelast, bevat tevens vaststelling van de zaak binnen vijftien dagen.

Art. 22. Het arrest wordt zonder verwijl uitgesproken en aan de partijen betekend.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 23. Artikel 93 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 januari 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 93. In aangelegenheden als bedoeld bij artikel 10 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, bij de artikelen 76 en 76 bis van de gemeentekieswet, bij artikel 23 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en bij de artikelen 69 en 70 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de rechtspleging geregeld door de desbetreffende bijzondere bepalingen ».

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 25. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX
Le Ministre de l'Intérieur,
Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 81 — 1230

24 JUIN 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 45 et les articles 46 et 47, modifiés par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit, modifié par les arrêtés royaux des 12 octobre 1971, 1er février 1977 et 26 avril 1978;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit, les mots « l'article 2-9 de la loi du 1er août 1899, portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage » sont remplacés par les mots « l'article 45 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 ».

Art. 2. Dans l'article 3, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, les mots « au § 4 de l'article 2-7 de la loi du 1er août 1899 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 de la loi relative à la police de la circulation routière » et les mots « l'article 2-15, § 2 » sont remplacés par les mots « l'article 46, § 2 ».

Art. 3. Dans l'article 6, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « l'article 2-14 de la loi du 1er août 1899 » sont remplacés par les mots « l'article 47 de la loi relative à la police de la circulation routière ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« L'examen théorique est subi sous la forme d'un examen audiovisuel. En cas d'impossibilité de procéder à l'examen audiovisuel, celui-ci est remplacé par un examen écrit ».

Art. 5. Dans l'article 13 § 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, le montant « 100 » est remplacé par le montant « 200 ».

Art. 6. L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1er. Pour subir l'examen théorique, le candidat présente sa convocation et sa carte d'identité.

Art. 25. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Ph. BUSQUIN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 81 — 1230

24 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 45, en op de artikelen 46 en 47, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1965, betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1971, 1 februari 1977 en 26 april 1978;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de onderzoeken tot herkrijging van dit recht, worden de woorden « artikel 2-9 van de wet van 1 augustus 1899, houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het wegverkeer » vervangen door de woorden « artikel 45 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968 ».

Art. 2. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, worden de woorden « § 4 van artikel 2-7 van de wet van 1 augustus 1899 » vervangen door de woorden « artikel 40 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer » en de woorden « artikel 2-15, § 2, door de woorden « artikel 46, § 2 ».

Art. 3. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 2-14 van de wet van 1 augustus 1899 » vervangen door de woorden « artikel 47 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer ».

Art. 4. Aan artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het theoretisch onderzoek wordt afgelegd onder de vorm van een audiovisueel onderzoek. In geval dit niet kan doorgaan wordt het vervangen door een schriftelijk onderzoek ».

Art. 5. In artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt het bedrag « 100 » vervangen door het bedrag « 200 ».

Art. 6. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 februari 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. Om het theoretisch onderzoek te ondergaan legt de kandidaat zijn oproepingsbrief en zijn identiteitskaart voor. De »